Enfances (dé)placées. Migrations forcées et politiques de protection de la jeunesse, XIXe-XXe siècle

Introduction générale

Mathias Gardet et David Nigget

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3380>

DOI : 10.4000/rhei.3380

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2012

Pagination : 29-34

ISBN : 978-2-7535-2194-0

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Mathias Gardet et David Nigget, « Enfances (dé)placées. Migrations forcées et politiques de protection de la jeunesse, XIXe-XXe siècle », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 14 | 2012, mis en ligne le 30 décembre 2014, consulté le 05 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/3380> ; DOI : 10.4000/rhei.3380

Ce document a été généré automatiquement le 5 mai 2019.

© PUR

Enfances (dé)placées. Migrations forcées et politiques de protection de la jeunesse, XIXe-XXe siècle

Introduction générale

Mathias Gardet et David Nigget

- 1 La plupart des jeunes placés en institution dans le cadre des politiques de protection de l'enfance ont été en réalité déplacés. Coupés des liens avec leur famille disparue, trop absente ou jugée corruptrice, tenus à l'écart de leur quartier et d'une sociabilité considérée comme criminogène, éloignés des villes dans le rêve récurrent d'inverser l'exode rural – un exode au départ largement fantasmé puis de plus en plus réel – pouvoirs publics et sociétés philanthropiques ont procédé, depuis deux siècles, au déplacement de centaines de milliers d'enfants, d'un bout à l'autre de l'hexagone. D'emblée, les discours justifiant le retrait de l'enfant de son milieu dit « naturel » naviguent entre volonté de punir, désir de séparer le bon grain de l'ivraie et utopie de réhabilitation, si ce n'est de rédemption. Le petit citadin se retrouve donc du jour au lendemain campagnard au nom d'une doctrine teintée de rousseauisme, mais aussi d'impératifs économiques beaucoup plus pragmatiques. Un adjoint du père Daniel Brottier, le directeur de l'œuvre des apprentis d'Auteuil, préconisait ainsi à propos de la mise en place d'un nouveau service de placement à la campagne :

« Mettez d'une part les chômeurs des villes, de l'autre les villages qui se dépeuplent, et vous aurez trouvé la raison d'être du Foyer à la Campagne. Pauvres gosses qui, à l'âge d'apprendre un métier, errez d'un carrefour à l'autre de la ville ! Et vous paysans dont le sol risque un jour de demeurer inculte faute de bras pour le cultiver [...]. Pour l'enfant : le soustraire aux tentations et aux hasards de la cité, refaire sa santé à l'air pur des campagnes, lui mettre en main un métier pour la vie. Pour la France : former de nouveaux serviteurs à la terre délaissée, garantir l'équilibre social entre le bon sens du paysan et l'esprit plus vif du citadin [...]. Le retour à la terre n'est plus une chimère. Un enfant normal, retiré de la misère des villes, devient le travailleur de demain¹. »

- 2 Certains enfants cependant ont été beaucoup plus déplacés que les autres. Au-delà de cette volonté de déraciner l'enfant des villes au nom des vertus du grand air, des États ou bien des œuvres avec la complicité des politiques ont mis en place des programmes raisonnés de déplacement systématique et massif de populations juvéniles, au-delà des frontières nationales ou aux confins des territoires, selon des visées colonisatrices ou bien du fait de conjonctures spécifiques – guerres et changements de régimes –, d'utopies pédagogiques et idéologiques, ou de stratégies institutionnelles particulières. Au nom du rêve impérial ou des aléas de la colonisation, on envoie, à compter des années 1870, des enfants de familles populaires anglaises au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande ou en Rhodésie, ainsi que des pupilles ou des jeunes délinquants de France en Algérie. Dans des visées « civilisatrices » de sédentarisation ou de mission religieuse, de jeunes aborigènes, de jeunes amérindiens, de jeunes malgaches ou réunionnais, de jeunes Roms ou de jeunes Turcs sont placés autoritairement dans des familles d'accueil, des internats, ou sont déplacés vers les métropoles coloniales. Les totalitarismes du ^{xx}e siècle radicalisent et systématisent ces interventions d'État : aryanisation nazie, propagande communiste, terrorisme des régimes sud-américains, tous ont pris pour prétexte la protection des enfants pour organiser leur enlèvement collectif, leurs migrations forcées. Ce déracinement est considéré comme d'autant plus salubre, que l'enfant, souvent assimilé à une jeune pousse, a encore, pense-t-on, un terreau malléable facilitant les greffes et transplantations, pourvu qu'il y ait terrain à défricher, si possible fertile. Les « mauvaises graines », purifiées ou purificatrices dans leur nouvel environnement, peuvent alors devenir des implants résistants et robustes.
- 3 Par ailleurs, aux lendemains de la seconde guerre mondiale, en l'espace de quelques années, de nombreux organismes intergouvernementaux et organisations non gouvernementales sont créés et dressent tous un bilan catastrophiste des dévastations commises dans les pays qui ont été le théâtre des conflits armés. Le nombre d'enfants victimes : orphelins, réfugiés, déplacés, déportés, sans foyer, vagabonds... est dénoncé comme étant d'une amplitude alarmante et devient une des priorités des politiques d'entraide internationale. L'Administration des Nations unies pour les secours et la reconstruction (l'UNRRA), le Fonds international du secours à l'enfance (UNICEF), l'Organisation internationale des réfugiés (OIR), l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le Bureau international de l'éducation (BIE), le Conseil international provisoire pour le relèvement de l'éducation (TICER), l'Union internationale de protection de l'enfance (UIPE), les Semaines d'études pour l'enfance victime de la guerre (SEPEG) interpellent la communauté internationale pour qu'elle vienne en aide et accueille ces milliers d'enfants dont les traumatismes subis risqueraient de compromettre l'avenir de la paix et de la reconstruction. Il ne s'agit pas seulement de leur apporter des secours matériels et alimentaires de première nécessité, mais d'une dette morale, d'un désir de faire acte de réparation, en cherchant symboliquement à leur inculquer un nouvel esprit de compréhension internationale par le biais d'une prise en charge éducative exemplaire. Les expériences diverses menées souvent en autarcie et avec les moyens du bord, du fait de la guerre (républiques, villages, communautés d'enfants), sont alors érigées en modèle pédagogique sans forcément tenir compte de la fragilité de ces initiatives une fois passées les urgences de la reconstruction.
- 4 Quelques-unes de ces expatriations de l'enfance ont fait l'objet de travaux scientifiques et d'ouvrages grands publics, un appel à contribution lancé fin 2011 pour un numéro thématique de cette revue a suscité à notre grande surprise un flot de réponses de

chercheurs de la communauté internationale qui a révélé des déplacements encore très largement méconnus : l'envoi précipité par le parti communiste grec de plus de 25 000 enfants de la région du nord de la Grèce dans les pays du bloc soviétique à la fin de la guerre civile ; la déportation de plusieurs milliers d'enfants avec leurs mères dans les villages de la Sibérie, aux confins de cet archipel des camps du Goulag ; le « sauvetage », suivi souvent d'un exil, des enfants des républicains espagnols en France, en Belgique ou en Russie ; le « rapatriement » des enfants eurasiens de l'ex-Indochine pour réparer les « incartades » des soldats ou bien les « préserver » des velléités d'indépendance ; la migration forcée des enfants métis du Ruanda-Urundi colonial vers la Belgique ; la création dans un canton du nord de la Suisse d'un microcosme accueillant les enfants de tous pays européens dévastés par la guerre, en les regroupant par « maisons nationales » dans l'espoir de leur apprendre le bon voisinage dès le plus jeune âge afin de refonder la paix des nations... Autant de transplantations qui font peu de cas de l'environnement familial, du milieu social, de la culture ou même de la nationalité d'origine de l'enfant, bien que les démocraties, à travers les organisations internationales en genèse aient tenté, dès 1919, de réguler les mouvements de populations juvéniles, selon un droit international encore balbutiant et au nom d'une nouvelle morale humanitaire. La persistance du problème des jeunes dits « isolés », petits migrants clandestins ballottés d'un pays à l'autre, jusqu'à aujourd'hui, montre que cette régulation et la reconnaissance d'un droit et d'un intérêt supérieurs de l'enfant sont loin d'être acquises.

- 5 Le nombre et l'intensité de ces phénomènes, nous permettent de parler de trafics d'enfants, dans le sens où il y a bien une circulation dense doublée d'enjeux politiques et économiques forts. Ces déplacements d'enfants ne relèvent donc pas de la simple conjoncture politique, de l'aléa dont seraient victimes les plus vulnérables. La migration devient un outil, du XIX^e au XX^e siècle, de gestion politique des populations, dont l'enfance constitue un objet emblématique. Les orphelins, petits vagabonds et délinquants en herbe constituent des publics captifs par excellence permettant des champs d'expérimentation extrême. Devenus apatrides, dénationalisés, fleurs de ruines, n'ayant personne pour les réclamer ou en mesure de le faire, n'ayant ni droit ni possibilité de s'exprimer, il ne leur reste plus qu'à s'adapter et à participer à leur reconditionnement.
- 6 Cette histoire mouvementée mais méconnue suscite des questions pour l'historien :
- 7 – Comment le souci de plus en plus prégnant de mener une politique des populations, dans une perspective de planification de l'avenir et de gestion des ressources humaines des sociétés contemporaines, a-t-il conduit à penser les politiques de l'enfance au sein des entreprises de maîtrise démographique, et en particulier de contrôle des flux migratoires ? Comment les organismes de bienfaisance sont-ils intervenus dans cette entreprise ?
- 8 – Quel est le statut de l'enfance dans les politiques d'édification de l'État nation ? Du citoyen à l'« homme nouveau », l'enfance et la jeunesse sont-elles investies d'un sens politique et mobilisées au sein du corps national ? Qu'en est-il de l'idée d'Empire et de l'instrumentalisation de l'enfance dans l'entreprise coloniale ?
- 9 – Comment croiser les analyses de genre, de classe et d'ethnicité dans ces questions migratoires ? Les jeunes filles sont-elles sujettes au déplacement, dans une perspective de peuplement ? S'agit-il de saigner le corps national pour en extirper les mauvaises humeurs, ou de régénérer la nation en transplantant ses rejetons dans un substrat sain et prometteur ? Dans l'entreprise coloniale, le déplacement de jeunes orphelins de la

métropole vers l'Afrique a-t-il vocation à « blanchir » les colonies, ou à perpétuer, s'agissant du Canada, de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande, des colonies ethniquement homogènes ? Qu'en est-il des visées d'acculturation dont témoignent les déplacements d'enfants « autochtones » ? Enfin, à quelles classes sociales se destinent ces interventions de l'État et des entreprises philanthropiques ? S'agit-il de former, à partir des enfants déshérités, une nouvelle élite coloniale ou politique ?

- 10 – Quelles organisations prennent en charge ces déplacements ? Pré carré de l'État, les politiques de déplacement sont aussi le fruit d'interventions d'acteurs privés, philanthropiques, religieux ou de partis politiques. Quels types de dispositifs ces politiques de déplacement mettent-elles en place ? Quels types d'institutions ? Sont-elles ouvertes, fermées, éducatives ou punitives ? Suscitent-elles des violences institutionnelles et ont-elles donné lieu, ces dernières années, à des politiques de réparation ?
- 11 – Quelles expertises sont mobilisées dans cette entreprise ? Fait-on appel à la raison démographique et économique ? Quel est le rôle du travail social dans le repérage des populations à déplacer ? A-t-on recours à la médecine et aux sciences du psychisme pour sélectionner les jeunes ?
- 12 L'enfant, du fait de son âge et de sa sensibilité particulière, vit-il différemment d'un adulte ces transplantations ? À la violence et aux traumatismes initiaux que constitue cette séparation, vient-il se greffer un imaginaire qui fait appel à la fantasmagorie extraordinaire et initiatique des voyages, de la « grande aventure » ?
- 13 Au final, nous voulons comprendre comment les enfants (dé)placés deviennent des enjeux de pouvoir, des acteurs des relations internationales, des sujets politiques sans droits politiques. Devant la richesse des propositions reçues en réponse à notre appel d'offre, souvent inédites, nous avons décidé de faire non pas un numéro mais deux : ce numéro est centré plus particulièrement sur les déplacements liés aux phénomènes de colonisation ; le second sur ceux provoqués par des conjonctures de guerres.

NOTES

1. F. HOUILLIER, « Qu'est-ce que le Foyer à la campagne », article dans le numéro spécial du *Foyer à la campagne*, de mai 1937, p. 9, décrivant une des actions de placement de la fondation des orphelins-apprentis d'Auteuil.

AUTEURS

MATHIAS GARDET

Maître de conférences HDR à l'université Paris 8 Vincennes/Saint-Denis, membre du laboratoire CIRCEFT.

DAVID NIGGET

CERHIO, université d'Angers